

# R O C A J Q

*Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec*

---

Octobre 1995

---



Une école à l'image  
des jeunes et  
de la collectivité

Mémoire déposé à la Commission des États généraux sur l'éducation  
12 octobre 1995

Filière  
37.014.5  
:338.7(714)  
Reg 1995

---

Montréal, le 11 octobre 1995

~~13-10-1995~~

2104-10-0226

Mesdames et Messieurs les Commissaires  
Commission des États généraux sur l'Éducation  
1060, rue Conroy, 3ième étage  
Aile René-Lévesque  
Québec (Québec)  
G1R 5E6

Le Regroupement des organismes communautaires jeunesse du Québec vous soumet avec plaisir ce bref mémoire qui, nous l'espérons, contribuera à ce vaste débat sur l'éducation.

En 1991, le Regroupement des organismes communautaires jeunesse du Montréal Métropolitain se donne des assises provinciales pour devenir le ROCAJQ. Vingt-sept (27) ressources communautaires jeunesse composent le regroupement. Elles rejoignent des jeunes âgés de cinq (5) ans jusqu'aux jeunes adultes. Les champs d'action sociale des groupes membres sont au carrefour des enjeux que soulèvent les présents États généraux: Les pratiques vont des ateliers de devoirs assistés pour les jeunes du primaire et du secondaire au travail de rue pour rejoindre les jeunes prostitué-es et toxicomanes en passant par le soutien aux initiatives des jeunes exclus-es du marché du travail.

Ce sont ces organismes qui ont été consultés dans le cadre de ce mémoire pour que les réalités des jeunes soient exprimées, pour que les expériences de collaboration avec les écoles de leur milieu soient mises à profit. Par notre action communautaire, nous avons été à même de comprendre et d'agir avec les jeunes sur tout ce qui touchait leur relation avec le monde scolaire. Nous avons aussi été amenés à travailler avec les écoles différentes expériences autant sur le terrain même de l'école que dans la communauté.

### **L'école n'a pas pris la mesure des changements**

À notre avis, les trois finalités de l'école sont l'enseignement (la transmission des savoirs), l'éducation (l'apprentissage des valeurs) et la socialisation (le développement de la personnalité sociale et des relations dans la société). Face à ces trois finalités, nous constatons que l'école n'a pas pris la mesure des changements qui touchent la société québécoise. Quels sont-ils ces changements? On peut parler de crise d'institutions comme la famille, de valeurs comme celle de l'autorité, on peut parler de crise économique et aussi des nouvelles réalités amenées par le multiculturalisme, notamment dans la région de Montréal.

L'ensemble des réflexions sur l'école depuis quelques années prouve au mieux qu'il y a un difficile consensus à construire, au pire que les différents milieux de l'éducation connaissent un désarroi vis-à-vis les actions à entreprendre. Après une réforme de l'éducation, un comité des sages, une commission et son rapport (la Commission Corbo), les présents états généraux sanctionnent la dynamique de crise qui ronge l'école. L'ensemble des intervenants et des spécialistes y vont de leurs propositions parcellaires sur ce que sera l'école de demain: une école qui prépare les jeunes au marché du travail du XXI<sup>e</sup> siècle, un plus grand nombre d'heures de présence à l'école, une importance mise sur l'enseignement du français, une école confessionnelle ou laïque...

Nous sommes, pour notre part, stupéfaits-es de constater la perte de confiance des jeunes envers l'école. Ce que très peu d'observateurs et d'observatrices du monde de l'enseignement relèvent d'ailleurs. Dans la société québécois du début du siècle, l'école ne représentait qu'une courte étape à franchir avant le marché du travail. Suite à la Révolution tranquille, dans les années 60, à la création de l'école publique avec l'instruction obligatoire, à la mise en place des polyvalentes et des cegeps, la réalité aujourd'hui, c'est que la scolarité est de plus en plus valorisée par rapport au monde du travail. Dans ce nouveau contexte, cette perte de confiance des jeunes envers l'école est d'autant plus importante et prend le sens d'une rupture sociale et historique.

Le décrochage scolaire est un révélateur de cette rupture. Avant d'être un problème en soi, le décrochage scolaire reste avant tout un symptôme des troubles qui agitent l'école d'aujourd'hui. En effet, l'école devient autant un condensateur qu'un producteur des problèmes provoqués par une société en pleine mutation: violence, pauvreté, etc. L'école ne peut, à elle seule, prétendre faire face à la musique. Si bien qu'en face d'un phénomène complexe comme la transformation du marché du travail, l'école ne peut porter le fardeau du fossé entre la formation et l'emploi. Faire l'économie d'une réflexion sur cette question conduit trop facilement à proposer que l'école s'arrime uniquement aux besoins des entreprises.

Ce qui conduit à un plus grand scepticisme de la part des jeunes sur les capacités et la raison d'exister de l'école. De plus en plus de jeunes nous disent qu'il vaut mieux tenter sa chance immédiatement sur le marché du travail que de perdre son temps à l'école. D'autres jeunes, cependant, affirment que l'école les poussent trop tôt à faire un choix de carrière professionnelle sans qu'ils et qu'elles soient en mesure de réfléchir sérieusement. Loin d'être surpris d'entendre ces opinions, il nous apparaît même que les jeunes sont exclus-es de l'école.

Par exemple, qui n'a jamais entendu, par ailleurs, d'horribles histoires sur les cheminements particuliers, véritable ghetto pour ceux et celles qui

n'arrivent pas à suivre le rythme de croisière de l'excellence académique. Souvent l'école, pour ne pas faire partie du palmarès des pires écoles, mise plus sur l'excellence, quitte à multiplier les cheminements particuliers et les suspensions. L'excellence dans ce cas-là ne crée pas un lien durable où les jeunes sont en mesure de se retrouver dans un projet. L'institution scolaire est plus soucieuse de ses quotas de réussite que du rythme d'apprentissage des jeunes.

Quoi de plus normal que le besoin d'expérimentation des jeunes (le droit à l'erreur) n'arrive pas à trouver sa place dans la pédagogie actuelle. Il manque en effet un espace pour que les jeunes (et aussi les professeurs) puissent y mettre leurs couleurs personnelles. Il n'y a guère de possibilité pour les professeurs et les jeunes d'exprimer une différence parce qu'ils ont peu d'emprise sur les moyens et le contenu de l'enseignement. Cette absence de possibilité de participation pour les jeunes dans la classe se reflète pour l'ensemble de la vie à l'école.

Par exemple, la relation entre les adultes et les jeunes, particulièrement au secondaire, est une négation de leur identité d'adolescents et d'adolescentes. C'est comme si on niait aux jeunes la capacité de discuter rationnellement, de négocier un espace commun en tenant compte des rôles respectifs, soit les rapports entre adultes et jeunes, professeurs et élèves, dans un lieu d'enseignement, d'éducation et de socialisation. Au lieu d'infantiliser les jeunes, ne serait-il pas bien plus important de les considérer comme des citoyens et des citoyennes en devenir? Sinon, l'école comme milieu de vie significatif, comme espace de socialisation, devient une faillite.

### **L'école est une ressource collective**

En tant qu'organismes communautaires jeunesse, nous voyons ce que l'école réussit de moins en moins à réaliser: être un lieu où les jeunes sont en mesure de prendre la parole, un lieu où ils-elles négocient entre eux et vis-à-vis les adultes les finalités et les modalités de leur participation dans les activités et dans les instances (au conseil d'administration, dans les comités de travail, etc.) des organismes. Nous parlons ainsi d'un lieu significatif et de relations significatives avec des adultes; une place où il demeure possible de prendre du pouvoir sur leur vie. En bout de ligne, la réussite de l'action communautaire se voit lorsque la participation des jeunes se traduit par un milieu à leur image. Pour reprendre la même image, les organismes communautaires sont «colorés» par les jeunes qui y participent.

Sauf d'heureuses exceptions, les écoles, pour leur part, sont peu habituées à s'ouvrir à leur milieu, à courir la chance d'être influencées par celui-ci. Nous avons été amenés-es à expérimenter une forme d'éducation populaire

autonome, à preuve la multiplication des projets communautaires pour contrer le décrochage scolaire. Nous avons aussi été amenés-es à jouer le rôle de médiation entre les jeunes et l'institution scolaire dans un contexte de défense des droits des jeunes face à des codes de vie très restrictifs et à des cas d'expulsions. Et nous sommes encore étonnés de constater que l'école ne s'ouvre que très peu à sa collectivité et aux organisations de cette collectivité qui oeuvrent avec les jeunes. Un partenariat ouvert et soucieux des différences organisationnelles et d'orientations doit être construit dans les plus brefs délais.

En conséquence, dans le présent débat sur la décentralisation, l'école comme ressource collective doit permettre une participation démocratique de la population à la définition des orientations de l'institution. Trop souvent, la possibilité de participer à la définition des orientations se transforme en une administration des sommes d'argent allouées par le gouvernement. Il serait préférable d'articuler deux instances (nationale et locale) où il est possible de participer à la définition des orientations et des modalités de l'école. L'exemple de la décentralisation du système de santé et des services sociaux prouve que la participation dans les régions régionales a pris l'allure d'un débat d'experts au détriment des citoyen-ne-s supposé-e-s être «au centre du système».

### **Pour conclure: une école soucieuse des jeunes et de sa collectivité**

Nous insistons, pour ces états généraux, sur la finalité de la socialisation parce que cet aspect ne semble pas faire partie des préoccupations retenues par le monde de l'éducation. Sauf erreur, le dernier projet de réforme de l'éducation, sous le règne récent des libéraux, a mis l'accent sur la formation fondamentale et le savoir que l'élève devait acquérir à la fin du secondaire V. Loin de nous l'idée qu'il n'est pas important de réfléchir sur cet aspect. Nous retenons toutefois que la transmission des valeurs (l'éducation) et le développement de la personnalité sociale (la socialisation) sont déficitaires dans le présent débat. À ce titre, forts d'une expérience de quelques 25 années, les organismes communautaires jeunesse, membres du ROCAJQ, ont beaucoup à partager, sinon à dire. Pour terminer, nous vous laissons avec une phrase qui résume bien notre pensée: une place pour les jeunes, une place pour les différents acteurs de la collectivité.